

La France : leader de l'OCDE en nombre de défaillances d'entreprises

Parmi les pays représentant 90% du PIB mondial, la France, au septième rang en nombre d'entreprises, est première en nombre de défaillances : 48 664 en 2004.

Soit :

- 20% de défaillances de plus que le second (l'Allemagne, qui compte 20% d'entreprises en plus).
- 73% de plus que le 1^{er} européen en nombre d'entreprise (l'Italie, compte 2 fois plus d'entreprises que la France),
- 55% de plus que le 2nd européen en nombre d'entreprise (le Royaume Uni, compte 1,5 fois plus d'entreprises que la France).

Cette situation, en hausse depuis le premier trimestre 2001, s'explique par la demande légitime d'adaptabilité des TPE, de la part de leurs clients (consommateurs ou donneurs d'ordres) et par la demande tout aussi légitime de sécurité de l'emploi des salariés, **concentrant ainsi depuis plusieurs années toute la précarité sur les petites entreprises et leur patron, au détriment du fondement de notre économie et de son système de solidarité.**

Ceci est d'autant plus grave, que **les défaillances ont touché principalement ces dernières années les secteurs traditionnellement créateurs d'emplois** (commerce, BTP, Hôtellerie, restauration, services...) et ont reculé dans les secteurs les moins utilisateurs de mains-d'œuvre (immobilier et industrie). Quelle chance pour la France de voir le chômage baisser par la création d'emplois productifs ?

Taux des défaillances en 2004 (défaillances/nombre total d'entreprises) – Extrait –

	Part du PIB mondial	Rang	Taux de défaillance	Rang	Nombre de Défaillances	Rang	Nombre d'Entreprises	Rang
USA	38,0%	1	0,6%		34 317	3	5 677 740	1
Japon	14,8%	2	0,5%		13 679	5	2 791 841	5
Allemagne	8,3%	3	1,3%	6	39 213	2	2 926 570	4
Royaume-Uni	6,2%	4	0,5%		21 756	4	4 021 390	3
France	6,1%	5	1,9%	3	48 664	1	2 498 100	7
Italie	5,1%	6	0,2%		11 083	6	5 120 000	2

En 2005, le nombre de défaillances en France a dépassé les 50 000 cas. 2006 a vu un léger recul, qui ne devrait pas se confirmer en 2007.

C'est ainsi, chaque année, un plan social annoncé de 70 000 emplois non salariés et 200 000 emplois salariés qui sont détruits.

Qui s'en préoccupe ?

*Source : Euler Hermès Sfac